

Contre la TVA sociale, la remise en cause des RTT Construire la Mobilisation !

Le 30 janvier 2012

C'est une attaque majeure qu'a annoncé ce dimanche 29 janvier le président Sarkozy en mettant en cause les fondements même du financement de la sécurité sociale et les 35 heures.

TVA antisociale : 1,6% de baisse de salaire... pour commencer !

Sarkozy propose un cadeau au patronat : la suppression de 13 milliards de cotisations patronales remplacées par une augmentation de la TVA de 1,6 points (de 19,6 à 21,2%), payée à 80% par les salariés. Au nom de la sacro-sainte « baisse du coût du travail » réclamée par le patronat, il s'attaque à tout le système de protection sociale, pivot de la santé et de l'action sociale. A terme, le remplacement des cotisations sociales payées par le patronat pourrait représenter plus de 6 points de TVA. Tout ce que les employeurs paieront de moins, ce sont les salariés, les chômeurs et les retraités qui le paieront en plus.

Salaires et RTT : le chantage à l'emploi !

Alors que les chiffres du chômage n'ont jamais été aussi élevés, que la précarité et la pauvreté n'ont jamais été aussi grandes, que les salaires stagnent quand ils ne reculent pas, l'actuel chef de l'Etat impose un véritable chantage. Des négociations doivent s'ouvrir dans chaque entreprise pour adopter dans les deux mois des accords de flexibilité pour « décider de privilégier l'emploi sur le salaire ou le salaire sur l'emploi ». Fini le « travailler plus pour gagner plus », désormais pour Sarkozy c'est « travailler plus ou gagner moins ».

SUD refuse cette spirale infernale qui vise à vider de toute substance les conquêtes sociales.

Chaque heure travaillée en plus par un salarié sera une heure de moins travaillée par un chômeur. C'est tout le contraire d'une société solidaire où le temps de travail serait réparti entre toutes les mains disponibles, où la répartition des richesses produites permettrait à chacun de vivre dignement.



Il est grand temps de construire une mobilisation unitaire face à l'austérité !

Les décisions gouvernementales sont directement issues du pacte EUROPLUS conclu le 25 mars dernier à Bruxelles. Au nom de l'action pour résorber la « dette souveraine » chaque état est invité à prendre des mesures concernant la santé, les retraites, la protection sociale et les services publics.

SUD regrette que le mouvement syndical n'ait pas depuis des mois organisé la mobilisation unitaire contre les plans d'austérité ! Car faire reculer l'austérité c'est possible.

La population Roumaine vient de remporter une éclatante victoire en faisant annuler le plan de privatisation de l'essentiel du système de santé dans ce pays.

C'est pourquoi SUD santé sociaux :

- appelle à coordonner les actions au plan interprofessionnel et national des actifs et des chômeurs.
- considère qu'une réponse syndicale européenne est nécessaire, face aux plans de rigueur qui s'attaquent aux droits des populations de tous les pays.
- propose d'organiser dans les semaines qui viennent une manifestation nationale pour le droit à un emploi stable pour tous et toutes.